

Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances

Alexandre Toumarkine

L'historiographie turque¹, et au-delà le front ottoman, sont toujours négligés par les travaux de synthèse récemment publiés sur la Première Guerre mondiale. L'ignorance de la langue turque ne peut à elle seule expliquer cette carence, car plusieurs travaux majeurs sont désormais disponibles en anglais. Le caractère secondaire de ce front pour les armées de la Triple Entente, mais aussi pour l'Allemagne, a certainement joué un rôle ; il suffit pour s'en convaincre de se figurer la minceur relative de l'historiographie française concernant le front d'Orient (Dardanelles, Balkans).

De manière générale, les historiens du front ottoman et de la guerre dans l'Empire, eux aussi, lisaient peu jusqu'à présent la production de leurs collègues étrangers. Pareillement, les traductions de livres sur cette guerre restaient limitées (à l'exception de la période des années 1920), ce qui peut étonner pour un pays qui traduit beaucoup. Pour expliquer ce désintérêt, on peut d'abord renvoyer à deux caractéristiques majeures de cette historiographie turque sur lesquelles cet article reviendra amplement : son caractère national et sa focalisation sur une histoire militaire et diplomatique classique.

En Turquie, l'intérêt pour la Grande Guerre a été longtemps, hormis les publications militaires des années 1920, très limité. On peut invoquer l'injonction faite par la république kémaliste de faire table rase du passé ottoman, y compris et surtout de ses ultimes et tragiques développements de 1912 à 1922, décennie que les premières générations républicaines avaient vécue. Les guerres ne devaient être lues qu'à rebours, en partant de la République, dont elles étaient censées avoir précipité l'avènement, et leur déploiement ne devait concerner que les territoires de la république, jetant la Macédoine et les provinces arabes aux oubliettes de l'histoire nationale. L'intérêt relatif pour la bataille des Dardanelles – une des rares grandes victoires ottomanes de la Grande Guerre avec la bataille de Kut El Amara – ne prenait son sens que pour inscrire l'événement dans le récit biographique du héros national, Mustafa Kemal Atatürk. La première inflexion s'est produite à la fin des années 1970, lorsque l'État turc, confronté aux assassinats perpétrés par l'ASALA (l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie) et à l'irruption dans l'actualité du génocide

¹ Par « historiographie turque », on entend ici non seulement les historiens turcs en Turquie ou à l'étranger et les historiens non turcs travaillant sur l'histoire de la guerre dans l'Empire ottoman et faisant usage de sources et ou de bibliographies en turc. Ajoutons par ailleurs que cet article, à côté des axes mentionnés dans son titre, a aussi pour modeste ambition de jeter les bases d'une réflexion sur les conditions de l'élaboration de cette historiographie et sur le profil de ces acteurs.

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

arménien, choisit de répondre aussi sur le terrain historiographique. Mais la production historiographique, lorsqu'elle ne concernait pas la « question arménienne »², resta cantonnée à la sphère de l'armée.

La seconde inflexion est en gros intervenue à la fin des années 1990 et dans les années 2000. La multiplication des publications de sources turques et d'ouvrages sur la Première Guerre mondiale lors de ces quinze dernières années est un phénomène qui saute aux yeux. L'inflexion a d'abord correspondu à une libéralisation politique et économique du régime permettant l'expression et la consommation de récits historiques alternatifs et des mémoires concurrentes, sans menacer le grand récit national kémaliste. Puis elle s'est inscrite dans le conflit entre les élites civiles et militaires kémalistes et le parti islamiste de la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi* - AKP) au pouvoir depuis 2002, conflit où le second a pris le dessus. Ce processus a ébranlé la position quasi monopolistique des institutions militaires dans la production du discours historique, sur fond de globalisation économique et culturelle du pays, ouvrant ainsi de nouveaux champs ; mais elle a aussi débouché sur une nouvelle synthèse national-souverainiste réunissant les ennemis d'hier et instrumentalisant encore une fois la bataille des Dardanelles.

Cet article entend rendre compte, dans un premier temps, de ce qui a constitué jusqu'à nos jours le socle historiographique local : la domination d'une histoire militaire et nationale, autarcique et sous contrôle. Il en abordera ensuite trois éléments fondamentaux : son recadrage chronologique autour de la décennie 1912-1922, la pluralité de ses fronts et enfin la centralité du génocide arménien et, au-delà, de la violence contre les populations civiles. Enfin, autour de quelques thématiques qui font débat aujourd'hui, il cherchera à comprendre comment la production de l'histoire est encore tiraillée entre sa logique initiale et ce qui s'y oppose désormais.

Une histoire militaire, autarcique et sous contrôle

Une histoire écrite par et pour des militaires

C'est une histoire classique, diplomatique et militaire, qui ne témoigne que peu d'intérêt pour les autres domaines et de manière générale pour l'histoire sociale de la guerre. Par « militaire », on entend une histoire des opérations militaires, écrite par des militaires. C'est pendant les années 1920 et 1930 au début de la république, que sont rédigés, ou parfois traduits, par des officiers en activité ou le plus souvent à la retraite, des ouvrages qui sont surtout conçus comme des manuels pour les élèves officiers des écoles militaires et de l'École de Guerre. Ces ouvrages et conférences, publiés, ont souvent pour auteurs des officiers d'État-major qui ont participé directement aux opérations décrites, créant ainsi une confusion sur le statut de textes entre source et bibliographie.

La plupart des ouvrages d'histoire militaire publiés à partir des années 1920 le sont par l'École militaire, en partie dans *Askeri Mecmua (la Revue militaire)*. Cette revue, créée en 1882, publie de mars 1919 à mars 1948, 62 articles sur la Grande Guerre,

² C'est sous cet euphémisme que le génocide arménien a été, et continue souvent d'être désigné en Turquie.

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

dont dix traductions. À partir de 1952, les articles sont publiés dans la série *Harp Tarihi Vesikalari (Documents d'histoire de la guerre)*, qui devient en 1973 *Harp Tarihi Belgeleri (id.)*, puis de 1978 à 2004 *Askeri Tarih Belgeleri (Documents d'histoire militaire)*.

En 1916, une Section d'histoire de la guerre (*Tarih-i Harp Şubesi*) a été ouverte au sein du ministère de la Guerre (*Harbiye Nezareti*). Elle a pour mission de collecter les documents concernant les guerres de l'Empire (Grande Guerre comprise) et de les classer. Pour permettre le stockage et la classification ont été créées les Archives militaires (*Harb Hazine-i Evraki*). On décide alors de privilégier comme sources, pour écrire l'histoire des guerres récentes (Tripolitaine, Balkans, Grande Guerre), les documents produits sur le front et de prendre pour base les journaux de marche et d'opérations (JMO) (en ottoman : *Harp cerideleri*) des unités. Cette section est rattachée directement à l'État-major et c'est en son sein qu'est constituée une Commission d'histoire militaire (*Tarih-i Askeri Encümeni*). Il est en outre décidé de préparer une histoire de la Guerre mondiale (*Harb-ı Umumi Tarihi*) en 50 volumes et des ouvrages plus courts sur l'histoire de chacun des fronts ottomans, un projet qui ne verra pas le jour.

Après la guerre, en 1920, la Section d'histoire militaire change de nom pour devenir la Commission de rédaction de l'histoire de la Guerre (*Tarih-i Harp Tahrir Heyeti*). Après divers avatars, elle a été rebaptisée en 1978, Présidence pour l'histoire militaire et les études stratégiques (*Askeri Tarih ve Stratejik Etüt Başkanlığı* ou ATASE), titre qu'elle porte encore aujourd'hui.

Il a fallu attendre les années 1960 pour que l'État-major turc publie enfin en quatre volumes une histoire de la Grande Guerre sur le front ottoman qui s'intitule « La Guerre turque dans la Première Guerre mondiale »³, titre trompeur, car l'insertion du front ottoman dans un cadre plus large y est limitée. Les publications sur la Grande Guerre, par théâtre d'opérations régional ou – plus rarement – par type de guerre (aérienne, navale, etc.), paraissent ensuite à un rythme régulier de 1967 jusqu'à nos jours. À partir de 1996, la « question arménienne » s'immisce dans la série sur la Grande Guerre. Les publications sur cette question qui ne sont pas articulées à la guerre, se généralisent plutôt à partir de 1983⁴. La bataille des Dardanelles, objet de deux publications dans les années 1950, réapparaît dans les années 1990 (à partir du 75^e anniversaire de la bataille)⁵, mais ce sont les années 2000⁶ et 2010 qui sont le cadre d'une véritable inflation éditoriale à propos de cet événement⁷.

Cette histoire militaire « turque » est aussi représentée par les travaux d'Edward J. Erickson, un officier (lieutenant-colonel) américain des Marines à la retraite, ayant servi en Turquie dans le cadre de l'OTAN dans les années 1990. Son premier livre, *Ordered to die. A History of the Ottoman Army in the First World*

³ Fahri Belen (général), *Birinci Cihan harbi'nde Türk Harbi*, Ankara, Genelkurmay Basımevi, tomes I-IV, 1963-1967. Un 5^e volume est publié en 1979, quatre ans après la mort de Belen.

⁴ Quatre livres dans les années 1980, deux dans les années 1990 et... seize livres de 2000 à 2008.

⁵ Au total, cinq ouvrages dont deux brochures.

⁶ Dix titres pour les années 2000.

⁷ Pour une présentation, très descriptive, de ces publications jusqu'en 2002, cf. Edward J. Erickson, « The Turkish Official Military Histories of the First World War: A Bibliographic Essay », *Middle Eastern Studies*, 39(3), juillet 2003, p. 190-198.

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

War, a été publié en 2001⁸. Erickson explique l'avoir écrit parce qu'il ne trouvait pas de livres en anglais sur les Turcs dans la Grande Guerre, mais confesse aussi – dans ses remerciements – qu'il y fut fortement incité par ses collègues turcs. Le livre est préfacé par le chef d'État-major turc de l'époque, le général Hüseyin Kivrıkoğlu. Celui-ci a été, dans le cadre atlantique, le chef d'Erickson, puis les deux hommes se sont liés d'amitié. La position de Kivrıkoğlu a permis à Erickson, selon son propre aveu, l'accès aux sources militaires (à l'ATASE) et un traitement de faveur. L'ouvrage, qui met en avant les qualités martiales de l'armée ottomane, adopte par ailleurs implicitement une posture négationniste vis-à-vis du génocide arménien. L'historien et juriste, directeur de recherches sur le génocide au Zoryan Institut (à Cambridge / Massachusetts et à Toronto au Canada), Vahakn Dadrian, a publié en 2003 un compte rendu assassin du livre d'Erickson l'accusant d'être le porte-parole de l'État-major turc⁹. Sans fustiger cette fois le négationnisme de l'auteur, l'historien turc Mehmet Beşikçi a repris cette critique dans l'introduction de sa thèse sur la mobilisation pendant la guerre, en soulignant le caractère nationaliste et l'esprit de clocher qui animent cet ouvrage, confiné par ailleurs à l'histoire militaire¹⁰. Le livre d'Erickson a été traduit en turc et publié dès 2003¹¹. Son second ouvrage, *Ottoman Army Effectiveness in World War I*, publié en 2007, a été traduit en 2011¹². Son troisième livre, *Gallipoli : The Ottoman Campaign*, publié en anglais en août 2010, est sorti en turc dès 2012¹³.

Les gisements d'archives concernant la Première Guerre mondiale se trouvent principalement à l'ATASE, qui dépend de l'État-major et aux archives de la présidence du Conseil (*Başbakanlık Osmanlı Arşivleri - BOA*), à qui ont été récemment agrégées les archives diplomatiques ottomanes (souvent rédigées en français), inaccessibles ces dernières années¹⁴. Les archives du ministère de l'Intérieur (*Dahiliye Nezareti*) qui se trouvent dans ce fonds sont particulièrement importantes pour étudier la Grande Guerre. Elles permettent en particulier d'analyser l'action de (Mehmed) Talât Pacha, à la tête de ce ministère de juillet 1913 jusqu'à 1918.

Un accès facilité aux archives, des sources en expansion ?

L'accès aux archives de la présidence du Conseil est de plus en plus facile depuis les années 1990. Fuat Dündar, qui les avait utilisées pour la première fois dans son master sur l'ingénierie démographique unioniste à l'encontre des populations

⁸ Edward J. Erickson, *Ordered to die. A History of the Ottoman Army in the First World War*, Wesport CT., Greenwood Press, 2000.

⁹ Compte rendu publié dans *Journal of Political and Military Sociology*, December 2003, Vol. I, no 2, p. 297.

¹⁰ Cf. Mehmet Beşikçi, *The Ottoman Mobilization of Manpower in the First World War*, Leiden, Brill, 2012, p. 17-18.

¹¹ Edward J. Erickson, *Size Ölmeyi Emrediyorum. Birinci Dünya Savaşı'nda Osmanlı Ordusu*, Istanbul, Kitap, 2003 (3^e édition en 2011).

¹² Edward J. Erickson, *1. Dünya Savaşında Osmanlı Ordusu (Çanakkale, Kutü'l-Amare ve Filistin Cephesi)*, Istanbul, İş Bankası, 2009. (traduction de Kerim Bağnaçık).

¹³ Edward J. Erickson, *Gelibolu. Osmanlı harekatı*, Istanbul, İş Bankası yay., 2012.

¹⁴ Depuis que l'accès aux archives diplomatiques ottomanes est à nouveau possible, les éditions ISIS, basées à Istanbul, mais qui publient – principalement en français et en anglais – sur la Turquie et l'Empire ottoman, ont entamé une publication systématique de sélections thématiques de documents d'archives du ministère des Affaires étrangères (MAE), notamment sur la Grande Guerre.

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

musulmanes (1913-1918), dans les années 1990¹⁵, a consulté alors des documents, émanant souvent du ministère de l'Intérieur, qui n'auraient probablement pas été communiqués avant. Pour expliquer cette accessibilité inédite, il souligne le rôle joué par le changement de profil de la direction, mais aussi du personnel, insistant au passage sur la part d'initiative donnée à celui-ci. Auparavant de sensibilité nationaliste, ceux-ci désormais plus islamistes, ne portaient pas dans leur cœur les unionistes, et auraient accepté sans sourciller la communication de documents. Cette raison explique en partie seulement une accessibilité qui ne concerne pas exclusivement la période jeune turque (1908-1818), mais aussi l'Empire dans son ensemble. Cette politique d'ouverture a été utilisée comme argument dans les débats sur le génocide pour prouver la bonne foi turque ; et cette inflexion a correspondu à l'émergence d'un nouveau discours étatique suggérant que « la question arménienne devait être laissée aux historiens »¹⁶.

L'accès aux archives militaires a longtemps été barré aux historiens, à l'exception des historiens de l'armée et de quelques personnes, « accréditées » auprès de l'État-major ayant toute confiance en leur docilité idéologique. L'accès aux documents concernant la Grande Guerre aurait dû être, en théorie, plus facile et plus rapide que pour les archives ottomanes de la présidence du Conseil (*Başbakanlık Osmanlı Arşivleri*), car ils sont pour une grande part regroupés dans une subdivision éponyme : *Birinci Dünya Harbi (BDH) Koleksiyonu*¹⁷. On y trouve d'une part la correspondance entre autorités militaires de même niveau, mais aussi une correspondance hiérarchique et verticale, qui informe donc sur les interactions ; et d'autre part les rapports journaliers rendant compte de l'évolution des batailles, de la situation militaire et sécuritaire d'une zone pour une période donnée, etc.

Les auteurs écrivant sur le génocide arménien ont dénoncé cette fermeture (ils avaient auparavant fustigé le « nettoyage » des archives civiles ou militaires et la destruction de documents) en insistant sur l'importance de ces fonds, soulignant en particulier qu'ils recelaient les documents relatant les activités de la tristement célèbre Organisation spéciale, pointée comme le principal exécutant du génocide. Cette situation a changé graduellement depuis les années 1990. Le site web de l'État-major précise aujourd'hui que ces archives sont ouvertes à quatre catégories de chercheurs : « 1. les scientifiques turcs ; 2. les scientifiques étrangers ; 3. les chercheurs venant d'institutions officielles [une catégorie en soi !] ; 4. les auteurs et chercheurs de l'ATASE¹⁸ ». La division de ces catégories suggère toutefois que tous les chercheurs ne sont pas tout à fait sur le même plan. Par ailleurs, la reproduction des documents y était jusqu'à peu interdite, les chercheurs devant fastidieusement recopier ceux-ci. Mehmet Beşikçi a bien résumé l'état de la question en 2012, dans l'introduction de sa thèse publiée : l'ATASE autorise la communication des documents dans la limite de la thématique proposée, le problème étant que l'appréciation des documents communicables revient à l'ATASE elle-même. Par

¹⁵ Fuat Dündar, *İttihat ve Terakki'nin Müslümanları İskân Politikası (1913-1918) [La politique d'implantation des musulmans par [le Comité] Union et Progrès. 1913-1918]*, Istanbul, İletişim, 2001. Entretien avec l'auteur en février 2007.

¹⁶ Le président de la République Süleyman Demirel, au début de son mandat, fut le premier à en faire usage. Sa présidence dure de 1993 à 2000.

¹⁷ Les autres rubriques sont : « les guerres précédant les guerres balkaniques », « Les guerres balkaniques », les questions sanitaires, « histoire militaire vétérinaire » et « les archives ».

¹⁸ Cf. le site web des forces armées turques : <http://www.tsk.tr> [lien consulté le 10 février 2014].

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

ailleurs le catalogage s'opère sur la base des dossiers et non des documents, le chercheur ignorant le nombre de documents contenus dans un dossier¹⁹.

Les mémoires, témoignages et autres ego-documents sont, avec les archives, l'autre source importante de l'histoire militaire. Dans le cas ottoman, on avance, pour expliquer leur nombre réduit, l'argument du taux très élevé d'illettrisme. Mais parce que la question du taux d'alphabétisation n'est pas posée dans le recensement général de 1906-1907, on en est réduit aux conjectures²⁰.

Fevzi Çakmak, inamovible chef d'État-major de juillet 1921 à avril 1950, a joué un rôle incitatif dans le domaine de la publication des mémoires de guerre, et a donné lui-même l'exemple. Par ailleurs, pour une catégorie particulière, très restreinte, mais dont les écrits jouent un rôle important, celle des généraux (Kazım Karabekir, Rauf Orbay, Ali Fuat Cebesoy, etc.) – qui après l'avoir soutenu pendant la guerre d'indépendance avaient affronté politiquement Mustafa Kemal une fois la paix revenue –, écrire sur les guerres de Balkans et sur la Grande Guerre, était un moyen pratique d'éviter les sujets qui fâchent.

Il est clair que les mémoires militaires sont pour l'armée ottomane, très majoritairement ceux d'officiers et même d'officiers d'État-major. Comme l'historien militaire Mesut Uyar le notait en 2005²¹, beaucoup de manuscrits de cette catégorie d'officiers dorment encore aux archives de l'ATASE. Mais les publications, elles, se multiplient... en dehors de l'ATASE. Elles font le bonheur des grandes maisons d'édition (par exemple *İş Bankası* ou *Timaş*) ou de plus modestes, surtout lorsqu'elles possèdent des collections *ad hoc*. Elles associent souvent, en tandem, un descendant de l'auteur qui a exhumé le manuscrit, et un historien amateur, souvent secondé par une personne (quelqu'un de plus âgé ou un étudiant), capable de lire l'ottoman, de le transcrire en turc en caractères latins, et surtout le plus souvent, de le « simplifier » (*sadeleştirmek*) comme on l'écrit de manière euphémistique, c'est-à-dire de remplacer le vocabulaire ottoman quand il est jugé obsolète et inintelligible. Historiens universitaires et historiens militaires sont donc souvent tenus à l'écart de l'édition du texte, comme l'est aussi souvent la maison d'édition elle-même qui, dans la plupart des cas, privilégie l'accessibilité du texte et non son authenticité. Le travail éditorial, l'édition critique et l'appareil de notes sont souvent réduits.

Une classique histoire diplomatique et politique de l'entrée en guerre et de la conduite de la guerre autour du thème de la responsabilité unioniste

À côté de cette histoire militaire, il existe une histoire diplomatique et politique de la guerre. Initialement, elle est l'œuvre d'un historien officiel, Yusuf Hikmet Bayur²², et prend place au cœur d'une somme éditoriale de dix volumes sur l'histoire politique de l'Empire ottoman de 1878 à 1923, publiée de 1939 à 1963 et qui porte le titre *Histoire*

¹⁹ Mehmet Beşikçi estime pour cette raison n'avoir pu consulter qu'un tiers des documents dont il avait besoin.

²⁰ Les estimations des historiens ottomanistes varient entre 5 et 15 %.

²¹ Entretien avec Mesut Uyar en octobre 2005, à Çanakkale.

²² Sur Bayur, cf. Mustafa Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 11-12.

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

*de la Révolution turque*²³. La Grande Guerre représente quatre volumes sur les dix. Bayur y présente l'entrée en guerre comme une décision aventureuse et irraisonnée prise par le triumvirat Talât-Enver-Djemal. C'est Enver Pacha qui est jugé le plus sévèrement, pour avoir « vendu » l'Empire à l'Allemagne et avoir poursuivi, avec le panislamisme et le panturquisme, des chimères politiques. Pour son travail, Bayur s'est appuyé sur la riche documentation publiée par les gouvernements européens après 1919, mais aussi sur des périodiques ottomans, et surtout sur des archives diplomatiques ottomanes, alors non encore cataloguées, ainsi que des mémoires politiques locaux dont l'accès était parfois délicat. La critique acerbe de Bayur envers les unionistes jugés incompétents, et sa lecture du conflit mondial en termes d'impérialisme occidental sont devenus rapidement paradigmatiques.

L'histoire de la guerre a été l'objet de travaux importants de la part de deux turcologues de grand renom, Feroz Ahmad et Stanford Shaw, dont la carrière s'est déroulée essentiellement aux États-Unis, avec toutefois un enseignement tardif en Turquie²⁴.

L'histoire politique de la guerre doit beaucoup aux travaux du premier. Focalisé sur le gouvernement jeune turc, il a souvent privilégié un cadrage chronologique long de la « révolution » turque de 1908 à 1918. Comme le notait fort justement Mehmet Beşikçi²⁵, la contribution de Feroz Ahmad a souvent été un peu rapidement renvoyée à la seule histoire politique classique, alors qu'il témoignait, en traitant par exemple de la mobilisation, d'une ouverture très inédite sur l'histoire économique et sociale. Le turcologue Stanford Shaw, décédé en décembre 2006, est l'auteur d'une histoire de l'Empire ottoman dans la guerre, publiée dans le cadre de la très officielle Société d'histoire turque (Türk Tarih Kurumu - TTK), qui est une « somme »²⁶ (près de 2 600 pages pour les deux volumes publiés !). L'ouvrage oscille entre une érudition descriptive, utile, mais manquant de repères problématiques, et des approches thématiques (dans le premier volume : la mobilisation, l'Organisation spéciale, les mouvements de population). Son alignement sur les thèses de l'État turc concernant le génocide arménien et la violence de guerre en général, limite par ailleurs la portée d'un travail titanesque effectué par un seul homme²⁷.

Une historiographie nationale, nationaliste et centrée sur Mustafa Kemal

L'historiographie turque était et reste nationale, malgré de rares et notables exceptions. Elle utilise peu les sources et la bibliographie occidentale. Elle écrit par ailleurs une histoire impériale comme une histoire nationale, prenant peu et mal en compte les minorités non musulmanes de l'Empire finissant (*cf.* par exemple *infra* les questions de la conscription, de la désertion et des bataillons de travail forcé). Elle turquifie le sentiment patriotique ottoman bien présent chez les musulmans, mais

²³ Yusuf Hikmet Bayur, *Türk İnkılap tarihi*, Ankara, Türk Tarih Kurumu, 1939-1963.

²⁴ À l'université de Bilkent (Ankara) pour Shaw, à celle, plus récente, de Yeditepe (Istanbul) pour Ahmad.

²⁵ Mehmet Beşikçi, *Mobilization...*, p. 13.

²⁶ Stanford J. Shaw, *The Ottoman Empire in World War I*, Ankara, Türk Tarih Kurumu, deux volumes parus : 2006 (*Prelude to the War*) et 2008 (*Triumph and Tragedy. November 1914-July 1916*, posthume), 1760 p. (un troisième volume, édité par la veuve de Shaw, Ayşe Ezel Kural Shaw, est en préparation).

²⁷ Mehmet Beşikçi, *Mobilization...*, p. 14-15.

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

aussi parfois chez les non-musulmans. Elle se concentre en outre sur des opérations militaires ayant eu lieu dans ce qui est la composante majeure du territoire de l'État-nation turc : l'Anatolie (la bataille des Dardanelles, le théâtre d'Anatolie orientale) au détriment de ces territoires autrefois ottomans qu'étaient les provinces arabes. Enfin, c'est une histoire souvent nationaliste et encore très manichéenne, qui fonctionne par ailleurs comme un instrument de mobilisation idéologique, dont la mise en avant systématique de la bataille des Dardanelles, geste héroïque, est la meilleure expression. Elle est, comme on l'a vu plus haut, une histoire téléologique qu'il convient d'aborder à rebours par la République fondée en 1923, lue comme le point d'aboutissement du projet de modernisation du XIX^e siècle, et par la guerre d'indépendance (1919-1922), en fait à la fois guerre civile et guerre externe, estampillée comme « guerre de Libération » (*Kurtuluş savaşı*), mais aussi « lutte nationale » (*Milli mücadele*).

L'historiographie de la bataille des Dardanelles se centre aussi sur les commandants de régiments et cela pour deux raisons : la volonté de minorer le rôle des officiers allemands dans la victoire (on reviendra sur ce point dans la troisième partie) et le souci de faire émerger Mustafa Kemal, commandant du 57^e régiment, comme le véritable vainqueur de la bataille, en minorant le rôle de ses pairs et de ses supérieurs hiérarchiques ottomans (notamment Esat Pacha²⁸) ou allemands.

Qui écrit aujourd'hui l'histoire de la Grande Guerre en Turquie ?

La place exclusive – ou plutôt excessive – des historiens militaires dans l'historiographie des guerres de l'Empire ottoman a été stigmatisée par Mehmet Beşikçi, mais aussi Gültekin Yıldız qui n'est pas un historien de la Première Guerre mondiale, mais de l'armée, de la conscription et du maintien de l'ordre pour le long XIX^e siècle ottoman. Le premier, pour mieux pointer une responsabilité partagée, a souligné aussi le désintéret traditionnel des universitaires turcs pour des objets comme la guerre et l'armée, et l'absence de programmes et d'axes de recherche dans cette direction au sein des départements²⁹. Yıldız concentre lui ses flèches sur les militaires dans un article publié en 2010³⁰, puis dans un ouvrage collectif co-dirigé avec Cevat Şayin³¹ et publié en 2012³². Le concept qu'il avance – la « démilitarisation » de l'histoire militaire – renvoie d'abord très clairement à la grammaire de l'agenda politique actuel de la Turquie où le parti islamiste AKP s'est donné pour mission de « civiliser » la sphère publique en excluant l'armée. Il renvoie aussi au militarisme, dénoncé aujourd'hui plus librement – et facilement – par plusieurs intellectuels et universitaires de la gauche libérale.

Le clivage semble donc opposer non pas l'histoire militaire aux autres, mais l'historiographie militarisée à celle qui ne l'est pas. En pointant le rôle d'institutions militaires comme l'ATASE ou d'une catégorie comme les militaires-historiens, Yıldız

²⁸ Mustafa Kemal a eu Esat Pacha comme professeur à l'École militaire.

²⁹ Mehmet Beşikçi, *Mobilization...*, p. 23-24.

³⁰ Gültekin Yıldız, « Bir De-militarizasyon Projesi : Geç Osmanlı 'Askeri Tarih' Araştırmaları Sivilleştirme » (un projet de de-militarisation : civiliser les recherches en histoire militaire sur la période ottomane tardive), *Toplumsal tarih*, p. 44-53.

³¹ Cevat Şayin enseigne à l'Institut des recherches stratégiques de l'École de Guerre (*Harp Akademisi*).

³² Gültekin Yıldız et Cevat Şahin, *Osmanlı Askeri Tarihini Araştırmak : Yeni Kaynaklar, Yeni Yaklaşımlar* [Faire de la recherche sur l'histoire militaire ottomane : nouvelles sources, nouvelles approches], Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2010.

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

ne rend pas compte de la réelle porosité qui existe en Turquie entre historiens militaires et civils et qui nourrit le militarisme. Certains enseignants et historiens entretiennent parfois depuis longtemps des liens personnels ou familiaux avec l'armée (militaires à la retraite, réseaux d'anciens aspirants et d'officiers de réserve, de familles de militaires, etc.). D'autres choisissent après coup de travailler et de publier sur des sujets comme la bataille des Dardanelles, comme ils auraient publié sur Atatürk ou la guerre d'indépendance, c'est-à-dire pour faire carrière plus vite dans l'institution.

Il faudrait prendre en compte ici le rôle complexe joué par le coup d'État de 1980 dans la restructuration de la production historiographique. En 1980, de nombreux enseignants – qui viennent plus des sciences sociales (principalement de l'économie et des sciences politiques), mais aussi d'autres sciences humaines que l'histoire – sont exclus ou éloignés de l'enseignement supérieur. En outre, le nettoyage des universités et leur mise sous tutelle de manière structurelle avec la création du Haut Conseil de l'Université (*Yüksek Öğretim Kurumu - YOK*), rend le milieu universitaire plus docile et facilite les carrières de figures médiocres. Parmi les universitaires exclus, certains parviennent à construire progressivement des niches dans le secteur privé (médias, entreprises, etc.) ou parfois passent par l'étranger pour rebondir professionnellement. Cela leur permet de capter des ressources alternatives qu'ils sauront mettre à profit lorsque la libéralisation progressive du régime de la junte leur permettra de revenir dans l'édition scientifique, le milieu associatif (les éditions du *Tarih Vakfı* [Fondation pour l'histoire] et *İletişim* au premier chef) et le milieu universitaire, *via* les nouvelles universités privées qui commencent à fleurir dans la seconde moitié des années 1990. La libéralisation économique introduit une logique de marché, qui permet à l'histoire alternative comme à l'histoire officielle de trouver une clientèle.

Alors que le rôle des médias turcs dans la militarisation des esprits est souvent dénoncé, la contribution de journalistes à l'historiographie mérite l'attention. Celle d'historiens amateurs locaux ou plutôt de cette catégorie, à mi-chemin entre le journaliste d'investigation et l'historien amateur, que forment ceux qu'en Turquie l'on qualifie de « chercheur-écrivain/auteur » (*araştırmacı yazar*), est aussi négligée. Il n'y a pas en fait une seule catégorie socio-professionnelle ou un seul milieu qui écrive sur la guerre, mais des auteurs venant d'horizons très différents, possédant souvent un capital culturel, qui prend une plus-value à cause de la visibilité, voire de l'impunité que la posture nationaliste donne à ces auteurs. Ceux-ci communient dans une certaine vision d'une histoire chauvine, héroïsée, s'appuyant sur une communion émotionnelle. Autant que celui des auteurs et des éditeurs, le rôle des commanditaires est essentiel : municipalités, grandes entreprises publiques ou privées, banques, assurances, rivalisant pour publier « leur » livre sur les Dardanelles. Les publications sur la « question arménienne » s'appuient elles sur d'autres supports qui mettent davantage en avant des acteurs étatiques ou « officiels » (la TTK par exemple). Le rôle des universités et des instituts de recherche étrangers, en particulier ceux des États-Unis, mérite aussi qu'on s'y arrête. Speros Vryonis, dans un brillant et polémique essai publié en 1991 avait déjà stigmatisé une politique d'État de la Turquie visant à orienter, contrôler et instrumentaliser la

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

recherche à l'étranger sur l'Empire ottoman et la Turquie républicaine³³. Pour être juste, on doit aussi rendre compte du rôle moteur joué par le parcours de doctorants turcs dans les universités américaines ou européennes (françaises, néerlandaises ou allemandes) dans l'élaboration d'une véritable historiographie de la Grande Guerre³⁴.

Des cadrages spécifiques pour le front ottoman ?

Une « guerre de dix ans »

Depuis la Grande Guerre, les historiens turcs ont parlé de « guerre mondiale » (*cihan harbi* ou *harbi umumi*), puis de « Première Guerre mondiale » (*Birinci dünya savaşı*). On devrait parler dans le cas ottoman d'une guerre de dix ans (1912-1922), courant de la première guerre balkanique jusqu'à la fin de la guerre d'indépendance, tant les intervalles de paix y sont courts et les guerres articulées entre elles. La Grande Guerre – cela a été souligné – est bien d'abord la troisième guerre balkanique, et ce sont la guerre d'indépendance et les règlements qui l'ont suivie³⁵, plus que l'armistice de Moudros en 1918, qui viennent mettre un terme définitif au conflit. Cette fin retardée de la guerre est *mutatis mutandis* partagée par un autre front oriental, celui de Russie. À l'époque, la perception par les acteurs d'un conflit décennal est bien sûr adoptée par les élites du pays, mais très probablement aussi par les gens ordinaires. En conséquence, le front ottoman partage avec d'autres fronts orientaux (Balkans, Russie) une caractéristique majeure : le taux de désertion n'y est pas de l'ordre de 1 à 2 % comme sur les fronts occidentaux, mais il est dix fois supérieur, de 10 à 20 %³⁶. Perceptible dès 1915 en Anatolie orientale, la lassitude du conflit, semble-t-il plus forte en milieu rural, s'explique peut-être par l'engagement des soldats depuis 1912.

Enfin cette dilatation sert à mieux saisir l'effet de génération : les jeunes commandants qui conduisent la guerre d'indépendance de 1919 à 1922, souvent nés comme Mustafa Kemal dans la décennie 1880 et formés à la même période par l'institution militaire, ont partagé la même expérience de guerre(s), matricielle, qui inclut bien sûr 1914-1918.

Cette perspective longue n'est pas ignorée par l'historiographie officielle récente, comme en témoigne l'ouvrage d'İsmet Görgülü, intitulé *L'Encadrement [militaire] de la guerre de dix ans, 1912-1922*³⁷, ou encore les trois volumes, publiés en 2009, par l'État-major (ATASE) et portant sur les biographies des commandants ottomans engagés dans la Première Guerre mondiale, à partir du niveau des chefs de régiments

³³ Speros Vryonis, *The Turkish State and History. Clio meets the Grey Wolf*, Thessalonique, Institute for Balkan Studies, 1991.

³⁴ On peut mentionner le cas de Taner Akçam, passé par l'Allemagne et les États-Unis ; celui de Fuat Dündar passé par la France puis les États-Unis, ou encore celui de Ozan Arslan (*cf. note 40*). Pour les Pays-Bas, on doit souligner le rôle joué par le turcologue Erik-Jan Zürcher à l'université de Leyde.

³⁵ *Cf.* la conférence et le traité de Lausanne (1922-1923) ou encore le traité anglo-irako-turc signé en 1926.

³⁶ Sur la désertion, qui est restée longtemps un angle mort de l'historiographie, voir tout de même les travaux de Erik Jan Zürcher et la thèse de Mehmet Beşikçi (*cf. infra*).

³⁷ İsmet Görgülü, *On Yıllık Harbin Kadrosu. 1912-1922*, Ankara, TTK, 1993.

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

jusqu'au commandement suprême³⁸. Ces biographies sont malheureusement trop succinctes et sèches pour permettre une véritable prosopographie.

Un front ou des fronts ottomans ?

La guerre menée par l'Empire ottoman contre l'Entente s'est déroulée sur un gigantesque espace allant des Balkans – et même de la Galicie, où Enver Pacha envoie combattre ses meilleurs régiments pour complaire à ses alliés – jusqu'à l'Irak et au Yémen. Cette distance est un facteur essentiel pour un Empire dont les axes de circulation et les moyens de transport sont notoirement déficients. Mais la dispersion des théâtres d'opération renvoie aussi à des environnements naturels et humains (populations plus ou moins loyales et bien disposées) très différents. Ce qui relie ces espaces, ce sont les troupes ottomanes transférées d'un point à un autre. Les mémoires écrits par les soldats, et surtout les officiers ottomans (mais aussi par certains officiers allemands), juxtaposent systématiquement ces paysages, faisant parfois alterner les montagnes enneigées de l'Anatolie orientale et du Caucase et les déserts du Moyen-Orient.

Les mémoires disent combien ces changements de cadre ont été déstabilisants et meurtriers pour les soldats, mais aussi combien ceux-ci ont développé une capacité de résistance et d'adaptation qui les a conduits à inventer ruses et micro-solutions³⁹. Il y a là un fil rouge, une thématique qui n'a pas été encore étudiée au-delà des antiennes sur le courage et l'héroïsme des hommes, à part quelques travaux souvent orientés sur la mortalité (cf. « question arménienne »), les épidémies et les services de santé⁴⁰.

Les fronts ottomans, couverts par des monographies, peuvent se décliner *grosso modo* de la manière suivante : Europe orientale et Europe du Sud-Est (surtout Galicie, mais aussi un peu les Balkans [avec la Macédoine et la Roumanie]) ; Péninsule de Gallipoli (pour la seule année 1915) ; le front « caucasien » (Anatolie orientale, Caucase du Nord et du Sud)⁴¹ auquel on peut adjoindre un sous-front perse qui lui est connecté ; et enfin celui des provinces arabes, un front qui mérite peut-être d'être divisé en trois ou quatre : Tripolitaine, canal de Suez-Égypte (deux expéditions) et Syrie-Palestine, Golfe et « Mésopotamie » (Irak actuel). Tous ces fronts n'ont pas la même importance et tous ne sont pas l'objet d'une attention identique : trois d'entre eux méritent – pour des raisons différentes – que l'on s'y arrête : les Dardanelles (développées plus loin), la Syrie-Palestine et le front caucasien.

³⁸ *Birinci Dünya Savaşı Üst Kademedeki Komutanların Biyografileri*, trois volumes, Ankara, ATASE, 2009.

³⁹ Erik-Jan Zürcher, "Little Mehmet in the Desert: the War Experience of the Ottoman Soldier", dans Peter Liddle et Hugh Cecil (eds.), *Facing Armageddon. The First World War Experienced*, Londres, Lee Cooper, p. 230-241.

⁴⁰ Pour les questions sanitaires, cf. les travaux de Hikmet Özdemir et Oya Dağlar. Sur la psychiatrie turque pendant la Grande Guerre, voir les travaux de Yücel Yanıkdağ.

⁴¹ Ozan Arslan a soutenu en 2011 à l'université Paul Valéry – Montpellier III sur ce front une thèse de doctorat dirigée par le professeur Frédéric Rousseau. Il enseigne comme maître de conférences à l'université de la Chambre de commerce d'Izmir (ITO). Il est l'auteur d'un ouvrage sur les opérations militaires ottomanes de l'année 1918 au Caucase : *Osmanlı'nın Son Zaferleri. 1918 Kafkas Harekâtı, (Les dernières victoires ottomanes. Les opérations au Caucase en 1918)*, Doğan Kitap, Istanbul, 2010. Cf. aussi, avec une perspective chronologique plus large, cf. Michael A. Reynolds, *Shattering Empires: The Clash and Collapse of the Ottoman and Russian Empires. 1908-1918*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

Une analyse du théâtre syro-palestinien par les prismes croisés des idéologies

En Syrie-Palestine, les Ottomans sont confrontés à partir de 1916 à la « révolte arabe ». C'est par ailleurs un point d'observation idéal pour mesurer la portée du *djihad* décrété par les Ottomans en 1914, celle du panislamisme modulé par le Comité Union et Progrès (CUP) et de manière générale le poids des motifs religieux dans la mobilisation idéologique et militaire. Ce front a longtemps été négligé par l'historiographie turque, qui tournait le dos au monde arabe et considérait avec mépris la « trahison » arabe, en soulignant l'instrumentalisation du Sherif de la Mecque, Hussein, par les Britanniques, tout en rageant de la vision que le film *Lawrence d'Arabie* (1962) donnait des militaires turcs. Le changement de regard sur le monde arabe est intervenu dans les années 1990, lorsque le Centre de recherche sur l'Islam (ISAM - *İslam Araştırmaları Merkezi*), lié à la présidence des Cultes (*Diyanet*), a commencé à s'intéresser au monde arabe et musulman. Le Centre de recherche sur l'histoire, l'art et la culture islamique (l'IRCICA), centre de recherche de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), fondé à Istanbul en 1980, est lui aussi alors monté en puissance. Ces centres n'ont pas publié encore directement sur la Grande Guerre, mais ils ont encouragé la recherche dans ce sens, en soulignant le rôle joué par l'appartenance religieuse commune, l'entre-soi et les réseaux qu'elle crée. L'arrivée des islamistes au pouvoir en 2002 et leur nouvelle diplomatie, réorientée entre autres vers le monde arabe, ont accentué ce mouvement. L'idée force est la réévaluation de la période ottomane au miroir des mandats coloniaux et des indépendances arabes troublées et la quête de l'héritage ottoman. Cette approche fait fi du débat historiographique sur le colonialisme ottoman, qui trouve parmi la communauté historique arabe ses plus fervents défenseurs et dans la géographie régionale son meilleur exemple (le Yémen). Alors que la contribution militaire des sujets arabes de l'Empire avait été jusque-là minorée, voire regardée avec suspicion, elle est réévaluée aujourd'hui, quitte à aller trop loin dans le renversement des perspectives, reléguant les nationalismes arabe et turc, alors que par exemple celui-ci s'exprime crûment dans les mémoires de certains généraux turcs. La montée en puissance des nationalismes est un des facteurs qui explique le fossé qui se creuse en Syrie entre l'administration militaire ottomane et les élites locales. Or les historiens turcs peinent toujours à rendre compte de ce processus.

Le théâtre syrien est aussi la scène où Djemal Pacha règne en maître de 1915 à 1917. Malgré la parution récente de deux biographies, son action locale et son pouvoir au sein du noyau dirigeant unioniste restent mal cernés. De manière générale, les grands chefs unionistes ne font pas toujours aujourd'hui l'objet de monographies suffisantes et l'évaluation de leur rôle pendant la guerre pâtit de cette carence.

Le front caucasien entre insertion dans un cadre germano-turc, projet enveriste, rôle des milices et violence contre les populations

Le front caucasien, pris en compte – et cela de manière précoce – par l'historiographie militaire turque, n'a pas fait l'objet jusqu'aux années 1990, dans d'autres champs que l'histoire militaire, d'un intérêt particulier. Terrain de prédilection d'Enver Pacha en 1914, ce front est le cadre d'une défaite traumatisante à Sarıkamış (février 1915), encore plus éclipsé par la victoire des Dardanelles. Enver réapparaît, par parents interposés, en 1918 avec la mise en place de « l'Armée de

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

l'Islam » dirigée par son oncle Halil et son frère cadet Nuri, et sa campagne caucasienne. Celle-ci, désormais bien étudiée, est le chant du cygne⁴² de cette vision et de cet activisme politique complexe qu'il faudrait plutôt qualifier d'« enverisme » que de panturquisme⁴³. Cette vision est encore aujourd'hui moins bien appréhendée que les opérations militaires qu'elle suscite. Par contre, grâce au croisement entre des travaux turcs récents et la somme écrite par Wolfdieter Bihl, on peut mieux mesurer l'articulation de la politique caucasienne⁴⁴ – et plus largement de celle dirigée vers les minorités de la Russie impériale – de l'Allemagne avec celle de l'Empire ottoman⁴⁵. Depuis, les travaux et les publications de documents de Stéphane Yerasimos, Paul Dumont, et Mete Tunçay, ils sont aussi mieux mis en relation avec la chronologie de la révolution russe et la thématique de sa diffusion, questions qui concernent aussi et surtout la période 1918-1922.

Le front caucasien est aussi bien sûr essentiel pour la compréhension du génocide arménien, car la grande majorité des Arméniens ottomans sont localisés en 1914 dans des provinces orientales de l'Anatolie. L'historiographie du génocide arménien a souvent eu comme effet une dé-contextualisation qui tendait à isoler le moment 1915 de la guerre sur le front caucasien dans son ensemble et sa plus longue durée, alors que cette contextualisation est essentielle pour l'étude même du génocide⁴⁶. Des mémoires publiés récemment ont mis en lumière le rôle joué par les désertions massives, consécutives à la défaite de Sarikamış (février 1915). Celles-ci touchent autant les musulmans que les Arméniens, mais l'État-major ottoman, saisi par un vertige paranoïaque, privilégie celles des seconds. Enfin, l'étude du « front caucasien » met en lumière une réalité souvent gommée par le génocide : l'affrontement, à l'origine ottomano-russe, s'est transformé avec le délitement de l'Empire puis son implosion, en un conflit opposant milices arméniennes et forces ottomanes. La peur de l'anéantissement coté arménien, et d'une vengeance arménienne coté ottoman, ont modifié la nature même du combat et ses modalités. Ce front est enfin, par excellence, celui où le phénomène milicien et les bandes d'irréguliers peuvent être étudiés. C'est encore aujourd'hui principalement le génocide arménien qui connecte ce front aux autres, et non ses interactions militaires ou diplomatiques. Cette ombre portée du génocide impose une problématique de la violence extrême contre les populations civiles qui a tendance à éclipser les autres.

⁴² L'épisode ultime, au Turkestan, est mineur.

⁴³ Michael Reynolds, dans un volumineux article intitulé "Buffers, Not Brethren: Young Turk Military Policy in the First World War and the Myth of Panturanism", *Past and Present*, 203 (2009), p. 137-79, et dans sa thèse publiée *Shattering Empires...*, sans nier l'existence de motifs panturquistes ou panislamistes dans la politique d'Enver, défend l'idée d'une politique unioniste à la recherche de stabilité et de préservation de l'État ottoman, face à ce que les Ottomans percevaient comme des menaces ; une idée aussi défendue par certains travaux turcs sur ce front.

⁴⁴ Et plus largement de la politique dirigée vers les minorités de la Russie impériale.

⁴⁵ Wolfdieter Bihl, *Die Kaukasuspolitik der Mittelmächte*. Böhlau : (Teil 1 : *Ihre Basis in der Orient-Politik und ihre Aktionen 1914-1917*. Wien/Köln/Graz, 1975 ; Teil 2 : *Die Zeit der versuchten kaukasischen Staatlichkeit (1917-1918)*. Wien/Köln/Weimar, 1992).

⁴⁶ Cf. à ce sujet Vincent Duclert, « Les historiens et la destruction des Arméniens », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 81, janvier-mars 2004, p. 137-153.

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

De la centralité du génocide arménien et de la violence contre les populations civiles à la montée en puissance des ingénieries ethniques

Dans l'historiographie turque, le volume représenté par les travaux consacrés au génocide arménien est plus important que celui consacré à la Grande Guerre. Si la grande majorité de la production en Turquie adopte une optique négationniste, celle-ci ne détient plus de monopole. Le rôle fondateur de Taner Akçam doit être ici souligné. Réfugié politique en Allemagne en 1977-1978, celui-ci y a suivi une formation en sciences sociales puis a étudié la torture et la violence politique dans l'Empire ottoman et la Turquie moderne avant de se spécialiser sur la question arménienne. Élève de Vahkan Dadrian, il a d'abord privilégié une approche juridique, avec un travail sur les procès des unionistes de 1919 à 1922⁴⁷, avant d'étendre le spectre de ses investigations⁴⁸. La poursuite de sa carrière universitaire aux États-Unis lui a permis d'acquérir la reconnaissance de la diaspora arménienne et des chercheurs qui en étaient issus, une première pour un universitaire turc, mais aussi une notoriété internationale qui le protégeait. L'articulation du travail d'Akçam avec la transformation du champ universitaire turc s'est indéniablement déroulée en marge d'une conférence à laquelle Akçam participa à Istanbul à la fin septembre 2005 et qui avait pour cible un public turc. La conférence était co-organisée par trois des plus prestigieuses et indépendantes universités turques et intitulée « Les Arméniens dans la dernière période impériale : responsabilité scientifique et questions relatives à la démocratie »⁴⁹. Cette conférence, qui s'efforçait de contextualiser 1915 dans l'histoire de la guerre, mais surtout dans celle, aussi tumultueuse, des relations entre les Arméniens et l'État ottoman finissant, fut aussi un exercice mémoriel cathartique pour de nombreux universitaires et intellectuels, par ailleurs rarement convaincus de l'existence d'un génocide. À ces divers titres, et avec le soutien d'institutions alternatives, nées de la libéralisation politique, elle a ouvert une brèche, qui s'est depuis élargie, tout en provoquant un durcissement du positionnement négationniste majoritaire.

Une partie de la nouvelle génération d'historiens⁵⁰ – en optant, explicitement ou implicitement, pour le concept d'« ingénierie démographique » (*nüfus mühendisliği*) ou d'« ingénierie ethnique » (*etnik mühendisliği*) comme cadre d'analyse – pose désormais, elle aussi, la question de la centralité de la violence extrême non seulement contre les Arméniens mais contre toutes les populations civiles, non seulement pour l'étude de la Première Guerre mondiale, mais de manière plus large pour les dernières décennies de l'Empire ottoman, voire la période fondatrice de la

⁴⁷ Sa thèse de doctorat soutenue en 1995 à l'université de Hanovre porte le titre suivant : *Turkish Nationalism and the Armenian Genocide: On the Background of the Military Tribunals in Istanbul between 1919 and 1922*.

⁴⁸ Son principal ouvrage est : *A Shameful Act: The Armenian Genocide and the Question of Turkish Responsibility*, New York, Metropolitan Books, 2006 ; publié en français sous le titre *Un acte honteux : le génocide arménien et la question de la responsabilité turque*, novembre 2008, Paris, Éditions Denoël (coll. « Médiations ») ; rééd., Gallimard, "Folio", 2012.

⁴⁹ Tenue à l'université Bilgi, elle était soutenue par les universités Boğaziçi et Sabancı.

⁵⁰ Dans la foulée des travaux de Erik-Jan Zürcher aux Pays Bas, Hans-Lukas Kieser en Suisse ou encore Hamit Bozarslan en France, on peut renvoyer notamment aux travaux de Nesim Şeker, Fuat Dündar, Erol Ülker et Uğur Güngör.

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

République (1923-1938)⁵¹. Ils n'entendent pas étudier le seul génocide arménien, mais toutes les formes de violence⁵².

Une histoire de la guerre prise entre des logiques contraires

Vers une histoire économique, sociale et culturelle de la guerre ?

Turkey in the World War fut publié aux États-Unis en 1930 par le journaliste turc Ahmed Emin Yalman, alors en exil volontaire à cause de son engagement jusqu'en 1925 dans le parti d'opposition à Mustafa Kemal⁵³. La distance géographique donnait à Yalman plus d'indépendance de vue, mais lui permettait aussi d'élargir son spectre bien au-delà du récit militaire ou diplomatique. Son livre évoque la politique du gouvernement unioniste (et non du seul « triumvirat »), mais aussi surtout l'arrière, l'économie de guerre, les désertions, autant de sujets non traités alors.

Il faut attendre le début des années 1980 pour qu'un historien économique de l'université Boğaziçi, Zafer Toprak, reprenne la matière dans le cadre d'un ouvrage, majeur, sur « l'économie nationale » pendant la période unioniste, de 1908 à 1918⁵⁴. Une seconde édition, remaniée et recadrée problématiquement, avec un intervalle chronologique plus étroit, collant à la Grande Guerre et portant le titre *Union et Progrès et guerre mondiale. L'économie de guerre et l'étatisme en Turquie : 1914-1918*, paraît en 2003⁵⁵. Toprak y analyse l'économie de guerre unioniste, le rôle de l'abolition des capitulations, le souci de créer une classe marchande musulmane et d'opérer à terme une aliénation économique au détriment de la bourgeoisie économique non musulmane. Il souligne le rôle funeste du recours exclusif à la planche à billets, tout en concédant qu'il s'agissait d'un choix obligé, au détriment de l'impôt ou de l'endettement extérieur, pour un État qui manquait de moyens et de crédibilité financière. Le recours exclusif à la planche à billets, selon Toprak,

⁵¹ Nous avons, avec Nikos Sigalas, dans deux livraisons de la revue *European Journal of Turkish Studies* (EJTS) rendu compte de ce phénomène, cf. Nikos Sigalas et Alexandre Toumarkine, « Ingénierie démographique, génocide, nettoyage ethnique. Les paradigmes dominants pour l'étude de la violence sur les populations minoritaires en Turquie et dans les Balkans », *European Journal of Turkish Studies* [Online], 7 | 2008, en ligne depuis le 16 novembre 2009. URL : <http://ejts.revues.org/index2933.html> [lien consulté le 10 février 2014].

⁵² La généalogie de cette centralité d'une certaine forme de violence n'a pas été encore faite, il faudrait probablement remonter pour cela aux débats autour de la Conférence de la Paix de 1919, et même au-delà, si l'on considère que les figures et motifs de ce discours puisent dans un registre – politique, éthique et juridique – déjà élaboré en Europe au cours du XIX^e siècle. Cf. Nikos Sigalas, « Intention et contingence. L'historiographie de la violence sur les minorités dans son rapport avec le droit », *European Journal of Turkish Studies* [Online], 12 | 2011, en ligne depuis le 19 juin 2012, URL : <http://ejts.revues.org/index4552.html> [lien consulté le 10 février 2014].

⁵³ Ahmed Emin [Yalman], *Turkey in the World War*, New Haven, Yale University Press, 1930, 262 p.

⁵⁴ Zafer Toprak, *Türkiye'de Milli İktisat (1908-1918)*, Ankara, Yurt Yayınları, 1982.

⁵⁵ Zafer Toprak, *İttihat - Terakki ve Cihan Harbi - Savaş Ekonomisi ve Türkiye'de Devletçilik*, İstanbul, Homer Kitabevi, 2003.

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

condamnait l'Empire à l'effondrement bien plus sûrement que ses défaites militaires⁵⁶.

Entre thématique de la violence et rhétorique nationaliste : une réévaluation historique bloquée ?

Certains domaines et plusieurs thématiques comme l'histoire locale, les prisonniers de guerre, ou encore l'Organisation spéciale ne sont pas aussi touchés par le renouvellement historiographique. Comme pour la guerre d'indépendance – qui donne lieu, par contre, à une production pléthorique –, les universités publiques locales en province⁵⁷ et les acteurs locaux (chambres de commerce et d'industrie, municipalités, etc.) poussent à la production et à l'édition de travaux qui flattent l'esprit de clocher, mais surtout confortent l'histoire officielle et ne traitent pas ou de manière partielle, et biaisée de la violence contre des populations locales non musulmanes (Arméniens, Grecs mais aussi Syriques et Chaldéens). Les régions de l'Est et du Sud-Est de la Turquie (pour les Arméniens, Syriques, Chaldéens), le littoral égéen et pontique (pour les Grecs) sont particulièrement concernés.

L'histoire des prisonniers de guerre de tous bords est un riche sujet : elle a fait l'objet de plusieurs travaux (quasi essentiellement sur les prisonniers ottomans, et pas sur ceux des Ottomans), qui sont le plus souvent très limités et décevants⁵⁸.

La gamme très étendue des activités de l'Organisation spéciale (Teşkilat-I Mahsusa) – (contre-)espionnage, guerre psychologique, guérilla, déportation, meurtre de masse, etc. – en fait un objet qu'il est difficile de saisir dans son ensemble. Le rôle crucial qu'elle joue dans le génocide est un enjeu majeur, mais il n'est pas le seul. Malheureusement les documents publiés sont rares ; inversement les archives de l'ATASE recèlent de nombreux documents la concernant. L'intérêt des chercheurs turcs pour l'Organisation spéciale est souvent justifié par sa réputation sulfureuse et le mystère qui l'entoure. On sait encore aujourd'hui peu de choses sur cette organisation protéiforme dont on a du mal à tracer l'origine, à dresser les contours, à établir la hiérarchie, à décomposer le fonctionnement et à mesurer les interactions avec d'autres institutions (parti unioniste [CUP], gouvernement, armée, etc.).

Dardanelles : le retour de la mobilisation idéologique

La bataille des Dardanelles est devenue ces derniers temps en Turquie un sujet d'enthousiasme populaire et de fièvre commémorative et éditoriale. Des dizaines de livres (livres d'histoire... mais aussi d'histoires : les récits romancés de la bataille sont très nombreux), CD, DVD, traitent du sujet pour louer l'héroïsme, le patriotisme et le sens du sacrifice de la « génération » des Dardanelles. On oppose bien sûr ces valeurs

⁵⁶ Cf. Şevket Pamuk, "The Ottoman Economy in World War", dans Stephen Broadberry et Harrison, Mark (eds.), *The Economics of World War I*, New York, Cambridge University Press, 2005, p. 112-135. Les effets sociaux de la terrible inflation (classe de nouveaux riches et de profiteurs de guerre, paupérisation du plus grand nombre) qui touche alors l'Empire sont aussi analysés chez Toprak. Ils sont aujourd'hui au cœur de la thèse de Yiğit Akin, soutenue en 2011 à l'université de l'Ohio, portant sur l'arrière et très inspirée par la *Alltagsgeschichte* allemande.

⁵⁷ Par exemple, l'université de Çanakkale et de son Centre de recherche sur Atatürk et la bataille des Dardanelles (*Atatürk ve Çanakkale Savaşlarını Araştırma Merkezi - AÇASAM*).

⁵⁸ Cemalettin Taşkıran, *Ana Ben Ölmedim (Maman je ne suis pas mort !)*, Istanbul, İş Bankası, 2008. Plus intéressant : Yücel Yanıkdağ, "Ottoman Prisoners of War in Russia, 1914-1922", dans *Journal of Contemporary History*, vol. 34, no. 1 (janvier 1999), p. 69-85.

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

exemplaires à l'égoïsme, à l'hédonisme et à la perte de repères nationaux des Turcs d'aujourd'hui. La bataille est présentée comme l'un des plus importants moments de la Grande Guerre, tous fronts confondus ; et on souligne qu'il a même rendu possible... la révolution russe.

Il y a des raisons évidentes qui ont présidé au choix de cette bataille et non d'une autre des rares victoires ottomanes. La présence de Mustafa Kemal et la construction précoce de sa légende y sont pour beaucoup. L'historiographie de la bataille des Dardanelles témoigne bien d'une volonté de minorer, voire de nier le rôle des officiers allemands dans la victoire. En outre les Turcs sont présentés dans le récit de la bataille comme des victimes héroïques. Cette victimisation ainsi que l'année de la bataille (1915) permettent de comprendre facilement en quoi elle est un dispositif destiné à contrer les accusations de génocide. L'autre fonction du méta-récit construit sur cette bataille est sa capacité à mobiliser des franges de la population, les Kurdes et les islamistes, qui sont partiellement en conflit avec le récit fondateur de la République celui de la guerre d'indépendance, et plus profondément avec celui de la première période républicaine (1923-1938) qui couvre le « règne » de Mustafa Kemal Atatürk. Elle célèbre à l'envi un moment historique d'unanimité. Elle a aussi une fonction de mobilisation idéologique de l'État turc face aux envahisseurs étrangers : les Dardanelles sont louées comme un combat anti-impérialiste contre les grandes puissances européennes. Pour cette raison, les ANZAC (Australian and New Zealand Army Corps) sont présentés comme le « bon » ennemi, victime de l'impérialisme britannique, alors que la France et la Grande-Bretagne sont vilipendées ou tout simplement ignorées. La fièvre commémorative, elle, n'est pas limitée aux dates des victoires navale (18 mars) et terrestre (23 avril, qui est aussi la fête de la souveraineté nationale – depuis 1921 – et celle des enfants), mais elle est quasi quotidienne.

Militarisme, mobilisation, guerre totale : des instruments conceptuels pour sortir de l'impasse ?

Le militarisme turc a été l'objet de plusieurs travaux qui s'interrogent autant sur ces manifestations que sur son éventuelle origine allemande. Le rôle des associations paramilitaires de jeunesse a été ainsi analysé par Zafer Toprak dès 1979, puis par Mehmet Beşikçi. Mehmet Ö. Alkan, plus récemment, s'est penché sur le vecteur que représente, de 1908 à 1918, l'école, et en particulier l'instruction civique. Mais le rôle de l'Allemagne est aussi une question militaire, qui est aujourd'hui encore affaire de polémiques sur le rôle des officiers allemands dans la bataille des Dardanelles (cf. *infra*), et celui de la mission militaire allemande dans l'Empire. Les mémoires des principaux acteurs militaires allemands sont accessibles en turc. Plus encore, on dispose désormais de solides travaux sur l'influence militaire prussienne/allemande depuis le début des Tanzimat jusqu'aux années 1940, travaux qui en nuancent la portée. Cette réévaluation concerne aussi l'influence allemande sur les officiers ottomans qu'on ne considère plus aujourd'hui comme des partisans inconditionnels du II^e Reich, mais plutôt comme des militaires socialisés dans un moule prussien/allemand.

Plusieurs historiens ont souligné depuis 1980 la place centrale pour les Jeunes Turcs et Mustafa Kemal de la conception de la nation en armes telle que Colmar Freiherr von der Goltz, chef de la mission militaire allemande en Turquie de 1883 à 1916, l'avait

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

développée. Hande Nezir et Fuat Dündar, dans leurs thèses de doctorat⁵⁹, sont revenus sur l'héritage goltzien. Dündar explique ainsi que le premier apport de Goltz fut de définir un espace et un territoire militaires, défendables, qui correspondaient à l'Anatolie et à une partie de la Syrie. Outre cette stratégie territoriale, c'est la traduction en ottoman (1884) du livre de Goltz sur la nation en armes, *Das Volk in Waffen*, traduction de nombreuses fois rééditée, qui aurait constitué le legs le plus important. Cette traduction, devenue un *best-seller* dans l'Empire, aurait inspiré les écrits fondateurs du militarisme jeune turc. Enfin, concernant les effets de l'importation d'un modèle social-darwiniste allemand, une polémique toujours vivace en Turquie, et ailleurs, touche au rôle allemand dans l'extermination des Arméniens. La question a donné lieu à de vifs débats entre historiens transcendant les clivages entre les négationnistes et leurs adversaires.

Conscription des non-musulmans dans l'armée ottomane et travail forcé

La conscription de tous les citoyens ottomans fut une des mesures les plus importantes et les plus débattues, adoptées après la révolution jeune turque (1908). Il s'agissait de l'aboutissement logique, mais « révolutionnaire » d'un processus constitutionnel entamé en 1856. On manque encore aujourd'hui d'informations nécessaires pour saisir dans quelle mesure la réforme fut appliquée pendant la guerre, car elle suscitait de nombreuses réticences, chez les non-musulmans comme chez les musulmans. On ne sait toujours pas non plus comment les soldats non musulmans (les officiers non musulmans étaient très rares et surtout présents dans les domaines techniques) interagirent avec les soldats musulmans, mais aussi et surtout avec la hiérarchie militaire, musulmane. L'enjeu historiographique est ici d'abandonner une perspective turco-musulmane, réductrice et anachronique, pour une histoire réellement ottomane de l'armée. Cette question de la participation des non-musulmans comporte un autre volet, qui traduit l'échec du projet de 1908 : les soldats non musulmans furent à partir de 1915, massivement et de manière obligatoire, transférés dans des bataillons de travail forcé (*amele taburları*, littéralement "bataillons de main d'œuvre") créés en 1914. Ces bataillons formèrent une main-d'œuvre désarmée et donc vulnérable qui est bien étudiée, tout en faisant l'objet de vifs débats entre historiens.

Mehmet Beşikçi, qui consacre un développement de sa thèse à la question de la conscription, articule son travail autour de la notion de « *mobilization of manpower* », mais aussi et surtout autour de celle de la « guerre totale ». Intéressé à la mobilisation initiale de l'automne 1914, il la qualifie de « spontanéité organisée ». Son travail examine les rapports entre État et société de manière interactive, conçus comme une négociation permanente. Il souligne l'évolution de l'État vers des pratiques plus centralisées, autoritaires et nationalistes. Le résultat est pourtant selon lui contrasté, car oscillant entre une plus grande dépendance de la société et un élargissement du répertoire d'action des acteurs sociaux, allant du soutien volontaire jusqu'aux attitudes de résistance. Pour contenir cet élargissement, l'État invente de nouveaux mécanismes de contrôle au niveau local.

⁵⁹ Respectivement soutenues en 2001 et en 2007 et ensuite publiées : Handan Nezir-Akmeşe, *The Birth of Modern Turkey: The Ottoman Military and the March to WWI*, Londres, I.B. Tauris, 2005 ; Fuat Dündar, *Crime of Numbers: The Role of Statistics in the Armenian Question*, New Brunswick NJ, Transaction publishers, 2010. (L'ouvrage a été traduit en turc.)

Conclusion

Dans ses cadrages, l'historiographie turque de la Grande Guerre n'est pas si spécifique qu'elle semble l'être en apparence. En effet, pour ne citer que les cas britannique et français, les batailles de la Somme ou de Verdun tiennent aussi un rôle écrasant, qui tend parfois à masquer l'épaisseur du conflit. La pluralité des fronts est aussi une réalité partagée, à des degrés divers, par de nombreux pays protagonistes de la guerre, en particulier les puissances centrales. La différence avec les Ottomans tient probablement plus ici à la hiérarchisation des fronts, le front occidental restant prédominant. Enfin, la violence contre les populations civiles, bien que plus nette sur tous les fronts orientaux, n'est pas absente de l'Europe occidentale.

L'originalité de l'historiographie turque tient plus au rôle prépondérant joué par deux facteurs : le génocide arménien, expression paroxystique de cette violence, et l'interaction entre sphères civile et militaire. Ces deux points ont joué sur les conditions de la production historiographique, comme sur ses contenus. La "question arménienne" a renforcé le caractère autarcique et nationaliste du grand récit turc de la guerre. Elle a aussi introduit un élément civil dans une histoire tenue pour militaire, quitte à le militariser en soulignant le rôle des milices arméniennes ou en se focalisant sur le rôle de l'Organisation spéciale, point nodal où s'entrelacent de manière inextricable identité civile et identité militaire. Le coup d'État de 1980 a certes accentué, dans un premier temps, la militarisation de l'historiographie ; mais, par la métamorphose obligée de ceux qu'il en a exclus, il a aussi hâté sa dé-militarisation. Celle-ci s'est manifestée par un investissement de nouveaux champs, au-delà de l'histoire diplomatico-militaire, une évolution déjà esquissée dans les années 1970. Elle a surtout commencé à interroger les points d'articulation – et de friction – non seulement entre le militaire et le civil, mais surtout entre État et société. Ce chantier est amené à progresser, mais ses avancées sont freinées par la grande fragmentation de ce qu'il convient peut-être désormais de désigner non plus comme "la", mais les histoires de la Guerre. Le seul point, certes majeur, sur lequel s'accordent encore les discours divergents est le poids du national ou plutôt de l'ethnique, réunissant les tenants du discours victimaires qui permet aux uns de dénoncer le social-darwinisme du Comité Union Progrès et aux autres de communier dans le culte de batailles conçues comme le creuset d'une nation à venir.

L'auteur

Alexandre Toumarkine, agrégé et docteur en histoire, a longtemps travaillé dans les universités turques et à l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA) d'Istanbul. Après avoir été secrétaire scientifique de cet institut (2005-2011), il est depuis mars 2011 *senior research fellow* et directeur de projet (ANR-DFG) à l'Orient-Institut d'Istanbul (Fondation Max Weber). Il travaille sur l'histoire politique, sociale, religieuse et culturelle de l'Empire ottoman finissant et de la République turque. Ses recherches portent aussi sur la Grande Guerre. Il est *section editor* pour l'Empire ottoman de la "[1914-1918-online. International Encyclopedia of the First World War](#)", un projet piloté par l'université libre de Berlin. Il fait par ailleurs partie du comité d'organisation de la Conférence internationale portant sur les fronts ottomans, intitulée "Not All Quiet on the Ottoman Fronts : Neglected Perspectives on a Global War, 1914-1918" et qui se tiendra à Istanbul à l'université de Bilgi du 8 au 12 avril 2014.

Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

Résumé

La Grande Guerre dans l'Empire ottoman pose des cadrages chronologique, géographique et thématique originaux et heuristiques : une guerre de dix ans (1912-1922), une multiplicité de fronts et une centralité de la violence contre les populations civiles. Mais l'historiographie turque de la Première Guerre mondiale présente des caractéristiques structurelles qui contribuent à expliquer son isolement et son développement contrarié. Elle a longtemps été cantonnée à une histoire militaire et diplomatique classique, quasi-monopole des historiens militaires et focalisée sur la victoire des Dardanelles et le rôle qu'y joua Mustafa Kemal. Son prisme strictement national, et nationaliste, a mal rendu compte de ses dimensions impériales. Ce repli sur soi a été accentué par le négationnisme turc du génocide arménien. Pourtant, une prise en compte récente des spécificités du théâtre ottoman, associée au timide développement d'une approche socio-économique de la guerre et à une critique inédite du militarisme, ont permis une réelle ouverture et un approfondissement. Ceux-ci ont été facilités par un contexte de libéralisation et dopés par la formation de nombreux étudiants turcs à l'étranger. Cette mutation n'est pourtant pas suffisante pour contrer les crispations mémorielles et l'instrumentalisation de l'histoire de la Grande Guerre à des fins de mobilisation idéologique.

Mots clefs : Turquie ; Empire ottoman ; historiographie ; violence ; génocide arménien ; militarisme.

Abstract

The Great War in the Ottoman Empire poses challenges of chronology, geography and choice of themes, given that it was a war lasting ten years (1912-1922) on multiple fronts and involved substantial violence against civil populations. The Turkish historiography of the war displays structural characteristics which help explain its isolation and limited development. It has long been restricted to military and classical diplomatic history, and broadly monopolised by military historians who have focussed upon the Dardanelles victory and the role played by Mustafa Kemal. Its strictly national and nationalist prism has failed to address broader imperial dimensions. This inwardness has been accentuated by Turkish negationism of the Armenian Genocide. However, recent recognition of the distinctive features of the Ottoman theatre of operations, together with the cautious development of a social-economic approach and an original critique of militarism have led to a broadening and deepening of the historiography. This has been facilitated by greater liberalisation in Turkey and increasing numbers of Turks studying abroad. Nonetheless, this has not overcome the constraining effects of commemorative works and the exploitation of the historiography for ideological purposes.

Key words : Turkey ; Ottoman Empire ; Historiography ; Violence ; Armenian Genocide ; Militarism.

Pour citer cet article : Alexandre Toumarkine, « Historiographie turque de la Première Guerre mondiale sur les fronts ottomans : problèmes, enjeux et tendances », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]